



Hervé Juvin

Préserver la pluralité des collectivités humaines passe par l'ancrage territorial

Essayiste et économiste français, Hervé Juvin vient de publier *La grande séparation – Pour une écologie des civilisations* (Le Débat/Gallimard, 2013). À ses yeux, la mondialisation, loin d'être heureuse, s'est muée en un système à broyer les peuples. Or préserver la diversité humaine, la richesse des cultures et des modes de vie, implique une volonté de ré-enracinement et un retour à l'ancrage territorial. Dans un monde en perpétuelle mutation, plus que jamais les hommes ont besoin de repères.

Dans l'entretien qu'il a accordé à Jean-Guy Bernard, Directeur Général de l'EM Normandie, Hervé Juvin estime que, grâce à l'intelligence économique et stratégique, nous pouvons nous extraire du déni permanent des réalités du monde pour le regarder et agir lucidement. Ainsi, les peuples pourront préserver leur identité, leur mode de vie et leur organisation sociale tout en vivant dans une planète interconnectée.

Comprendre & Entreprendre



De par sa vocation, l'EM Normandie entretient un lien puissant avec son territoire et les entreprises qui s'y développent. D'où sa légitime implication dans les enjeux relevant de l'Intelligence Économique et Territoriale. Car c'est ici, sur notre sol, que s'enracinent les projets qui assureront demain notre prospérité.

La lettre de réflexion Comprendre & Entreprendre vise à soutenir cette dynamique. Elle s'adresse à toutes celles et ceux qui anticipent, imaginent l'avenir et doivent faire des choix stratégiques. Seule la combinaison astucieuse de l'action et de la réflexion nous permettra d'optimiser notre positionnement et notre engagement au sein d'un monde complexe et mouvant.

Pour le moins iconoclaste, votre dernier ouvrage, *La grande séparation*, dénonce les excès d'une mondialisation qui nivelle les peuples et les cultures. Vous plaidez avec vigueur en faveur d'un droit à la diversité, d'un droit des peuples à être ce qu'ils sont et à vivre selon les règles qu'ils se donnent, dans le cadre historique qui est le leur. En cela, vous réhabilitez le concept de frontière et d'ancrage territorial. Pourquoi ?

En total déphasage par rapport à d'autres peuples et d'autres civilisations, depuis une vingtaine d'années, notre monde occidental a mis en avant les seuls droits de l'individu. Certes, il existe des droits fondamentaux, universels, attachés à la dignité de l'homme. Mais ces droits légitimes se sont mués en droit des individus à se tourner contre la société dans laquelle ils vivent. L'insistance mise à développer ces droits des individus jusqu'à leur ultime conséquence conduit à devenir aveugle au droit collectif.

Prenons un exemple, l'Éthiopie, pays où j'ai travaillé et que je connais bien. La constitution reconnaît explicitement des droits aux ethnies qui composent le pays, des droits

collectifs à conserver leur culture et leur mode d'organisation sociale. Pourquoi ne ferions-nous pas de même ? Une nation, un peuple, considéré comme un ensemble, ne peut se voir imposer des règles ou des intérêts extérieurs susceptibles de bouleverser de fond en comble son mode de vie, sa manière d'être dans le monde. Or, aujourd'hui, dans notre monde occidental, nous observons l'inverse. Le droit des individus semble primer sur le droit des collectivités à être ce qu'elles sont et ce qu'elles désirent être.

L'ethnologue français Louis Dumont – qui a travaillé sur le système des castes en Inde et a écrit un traité remarquable sur l'individualisme en occident [ndlr: *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Le Seuil, 1983] – a mis le doigt sur l'incapacité de notre monde moderne occidental à comprendre ce qui constitue le fond et le liant d'une société. Nous ne savons plus ce qui fait que des gens vivent en confiance, dans le respect mutuel, au sein d'un espace public pacifié. Ce qui pose des questions de frontière, de diversité, dans une entreprise comme dans un groupe humain ou une

société. Lévi-Strauss parlait avec juste raison d'un *optimum* de diversité au sein d'une société. Au-delà d'un certain seuil, on détruit de la confiance, du confort et tout simplement la capacité à vivre ensemble.

On ne peut pas faire n'importe quoi avec une collectivité humaine qui vit depuis des siècles selon les règles de vie qui lui sont propres. On l'a vu malheureusement en Afrique ou en Asie, quand, au nom du progrès, on a détruit en quelques années des sociétés qui vivaient tout simplement sur des modèles différents des nôtres. Le droit au développement ne doit pas se muer en obligation de se développer, le plus souvent sur des modes complètement étrangers à la volonté des peuples. Aussi, il me semble qu'il va nous falloir, dans les années à venir, rééquilibrer les droits de l'homme par le droit des sociétés, des peuples ou des nations et donc prendre en compte le droit des collectivités. D'où la nécessité de mettre en relief et revaloriser les concepts de frontières et d'ancrage territorial.

Cette analyse, vous ne la réservez pas qu'aux peuples lointains. Vous la souhaitez aussi pour la France. Pourquoi insister justement sur l'ancrage territorial ?

Certains ont voulu faire passer l'ancrage territorial par pertes et profits au nom du "rêve" de la mondialisation heureuse. Ce "rêve" est celui de la création d'un homme nouveau, sans origines, sans âge, sans aucune détermination liée à un enracinement culturel et à un territoire. Ce "rêve" est porté par de nombreuses organisations internationales et tout particulièrement par l'Union européenne. Sous cet angle, l'UE est une exception. Car si les grandes puissances – au premier rang desquelles les États-Unis – vendent l'image de l'*homo economicus* et affirment la primauté de l'économie, en réalité, ces puissances cherchent toujours et en tous lieux à préserver d'abord leur intérêt national. Seule l'Europe fonctionne à rebours. Elle paraît vivre dans une bulle hors du réel ! Elle semble croire que les entreprises n'ont ni territoire ni appartenance nationale, et que l'avenir de l'homme sur cette planète réside en la mobilité absolue, sans attache ni enracinement. Ce qui est faux.

Car on constate exactement l'inverse partout dans le monde. Examinons les phénomènes de migrations ou de diasporas (les deux sont liés). Ainsi, les dizaines de millions de Chinois disséminés à travers le monde demeurent indéfectiblement liés à leur territoire d'origine. Internet, les systèmes de téléphonie gratuite, les chaînes satellitaires qui émettent en toutes les langues sur l'ensemble de la planète, permettent paradoxalement à des familles expatriées de vivre intensément et en symbiose avec leur patrie d'origine. Le virtuel et le réel s'entremêlent. On voit

donc bien que l'homme nouveau, loin d'être déraciné et sans patrie, ressent encore plus fortement le besoin de ses racines dans un monde en perte de repères. Breton, je suis bien placé pour parler de cette question. Les Bretons ont émigré et fait souche partout dans le monde. Mais beaucoup d'entre eux voyageaient d'autant plus facilement qu'ils savaient qu'ils allaient revenir finir leur vie sur leur terre natale, à l'ombre de leur église. Les Basques ou les Corses n'agissaient d'ailleurs pas différemment. C'est là le propre des peuples dotés d'une puissante identité.

Oui, les nouvelles technologies et internet ont exacerbé, en le rendant viable au quotidien, le lien que chaque exilé peut avoir avec son territoire d'origine. Et il faut bien être conscient que ces données bouleversent complètement notre géographie. Nous sommes ainsi confrontés aujourd'hui à des communautés qui vivent en vase clos, dans nos banlieues par exemple, sans rien connaître du pays où elles demeurent, sans même parfois en parler la langue. Peu leur importe puisqu'elles vivent en réalité au rythme et au diapason de leur territoire d'origine.

Un tel constat pose bien évidemment la question du vivre ensemble, très complexe à gérer politiquement. Car il s'agit de faire vivre sur un même territoire politique et économique des gens dont le territoire symbolique – à savoir le territoire d'appartenance et la communauté qui s'y rattache – se trouve à des milliers de kilomètres. Au sein de l'entreprise, on doit intégrer et gérer ces nouveaux paramètres. Avec des héritages culturels et sociétaux différents, nous devons repenser nos modes d'organisation et de direction.

Or, reconnaissons qu'aujourd'hui, nous évoluons dans le non-dit, avec un interdit mental majeur qui nous empêche de percevoir clairement les réalités, donc de bien nous comporter. On se refuse même à admettre qu'il puisse y avoir des clivages ou des antagonismes entre les ethnies, quand bien même ces éléments sont vitaux pour bien appréhender les situations sur le terrain. Pourtant, si vous voulez faire du business à Madagascar, il est impératif que vous puissiez reconnaître les différentes ethnies, comprendre leurs modes de fonctionnement, leurs rivalités, leurs complicités, leurs antagonismes. Idem en Éthiopie, en Inde, et dans bien d'autres régions du monde !

Comment, selon vous, peut-on concilier l'attachement au territoire et la participation à la vie d'un monde globalisé ? Et quels sont les atouts de la France dans cette nouvelle configuration ?

Avant tout, il faut être animé par la passion de comprendre. À mes yeux, le véritable fondateur de l'intelligence économique et de la renaissance politique de l'Europe est Machiavel. Nous ne pouvons avancer et agir sans avoir la perception effective de la chose. Au-delà de ce qui est dit, rapporté, colporté, efforçons-nous de déceler la réalité des choses. Or

Il va nous falloir, dans les années à venir, rééquilibrer les droits de l'homme par le droit des sociétés, des peuples ou des nations et donc prendre en compte le droit des collectivités. D'où la nécessité de mettre en relief et revaloriser les concepts de frontières et d'ancrage territorial.

aujourd'hui, pour des raisons de conformisme, de censure, de paresse intellectuelle, nous vivons dans un déni permanent du réel. Ce qui va à l'encontre de la vocation même de l'intelligence économique qui exige prioritairement d'aller à la vérité effective des choses.

De fait, si l'on veut changer la réalité parce qu'elle paraît insupportable, il faut d'abord en avoir une claire conscience et oser la regarder en face. La France possède à cet égard un atout historique, même si l'on peut craindre qu'il ne soit en train de se dégrader : quoi que puissent en dire certains esprits chagrins, nous avons été l'un des pays les plus ouverts au monde et nous nous sommes fait des amis à peu près partout sur le globe. Prenez les dirigeants révolutionnaires chinois : beaucoup ont étudié et travaillé en France avant de se lancer dans l'aventure politique et en ont gardé un attachement envers notre pays. Simultanément, en sus de cette capacité d'ouverture au monde, les Français restent dans leur immense majorité attachés à leur territoire. Il suffit de voir l'engouement qu'ils manifestent à l'égard du Salon de l'agriculture. Qu'on le veuille ou non, les peuples de notre planète, dans leur grande majorité, restent attachés à leur territoire. On peut donc être tout à la fois parfaitement conscients des réalités du monde et entretenir un lien fort avec son terroir et son groupe d'origine. La capacité à concilier cette double approche constitue indéniablement un atout pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Vous qui avez mené une brillante carrière dans les hautes sphères politiques et économiques internationales, ne vous trouvez-vous pas en porte-à-faux avec la plupart des économistes et experts ?

À mon sens, il existe une authentique vertu à se montrer capable de penser "contre". Quand on voit les choses telles qu'elles sont, quand on découvre des éléments du réel qui ne figurent pas dans le discours convenu, il y a un devoir de le faire savoir. Le porte-à-faux que vous évoquez concerne plutôt de pseudo-vérités d'importation, des concepts qui ne sont ni européens, ni français, et ont été introduits depuis une vingtaine d'années avec des visées bien précises, la plupart du temps par des think tanks anglo-saxons. Quand vous substituez par le biais d'un discours convenu le terme de "bonne gouvernance" en lieu et place des institutions, du gouvernement et du pouvoir, ce n'est pas anodin. Sans être réellement disséqués et étudiés, ces concepts sont venus déstabiliser notre horizon intellectuel. Et en cela, il existe une responsabilité écrasante des institutions de Bruxelles, qui se sont révélées être les chambres d'enregistrement et de diffusion de l'intérêt national américain appliqué à l'Europe. Qu'on le veuille ou non, nous vivons en état de dépendance intellectuelle à l'égard des États-Unis. Or, il n'y a pas d'intelligence économique digne

de ce nom sans combat pour la liberté de penser, sans prise en compte de l'intérêt de nos nations ou de nos régions et de leurs populations. Il me semble impératif de refuser ce processus de colonisation par les concepts américains et de retrouver nos propres repères.

À cet égard, je rejoins Jean-Luc Gréau qui a dédié un livre à *La trahison des économistes* (Le Débat/Gallimard, 2008). Certains d'entre eux visent simplement à décalquer les théories de l'économie néolibérale financiarisée américaine. Je suis donc bien en porte-à-faux avec l'idéologie dominante. Trois raisons principales à cela. Le libre-échange est un produit d'exportation américain, alors qu'il n'est pas un pays qui ne défende son territoire et son économie aussi farouchement que les États-Unis. Ils ont raison, mais au moins sachons faire preuve du même pragmatisme ! Ensuite, la théorie du monde mondialisé, de l'unité et de la démocratie planétaires, ne vaut que pour ceux qui y croient. La réalité de notre monde, au contraire, c'est une affirmation plus étroite et plus rigoureuse que jamais de l'intérêt national, qu'il soit américain, chinois, russe, israélien... Il n'y a que l'Europe qui se raconte le conte de fée d'un monde post-politique où l'intérêt national ne compterait pas et aurait disparu ! Troisième point enfin : en adoptant aveuglément les doctrines américaines, à l'OMC ou dans le futur Traité de libre-échange transatlantique, les institutions européennes se sont muées en agents intérieurs des intérêts américains en Europe. Il faut en être conscients et réagir. Sinon, l'Europe n'y résistera pas.

Pourquoi pensez-vous que le processus de mondialisation touche aujourd'hui ses limites ? En quoi l'intelligence économique et stratégique peut-elle accompagner un ré-enracinement de l'économie dans les territoires ?

Le concept de mondialisation constitue un écran qui nous rend le monde illisible. J'ai la chance de beaucoup voyager et travailler hors de France. Et j'observe un mouvement double, paradoxal, contradictoire et complexe. D'une part, le processus de mondialisation va se poursuivre, ne serait-ce que parce que chacun veut avoir son téléphone portable ou sa connexion internet. Partout s'ouvrent des aéroports internationaux, des hôtels et des centres de congrès.

Mais en même temps, observez le nombre de pays qui ont changé sur le plan sécuritaire. Là où avant, vous pouviez vous promener librement, vous êtes aujourd'hui condamné à aller de zone sécurisée en zone sécurisée. Vous pouviez aller hier à des fêtes locales au Mali, au Nigéria, à Madagascar.

Nous vivons en état de dépendance intellectuelle à l'égard des États-Unis. Or, il n'y a pas d'intelligence économique digne de ce nom sans combat pour la liberté de penser, sans prise en compte de l'intérêt de nos nations ou de nos régions et de leurs populations.

On peut être tout à la fois parfaitement conscients des réalités du monde et entretenir un lien fort avec son terroir et son groupe d'origine. La capacité à concilier cette double approche constitue un atout pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain..

Aujourd'hui, ce n'est plus possible. C'est un constat très clair: la carte du monde se ferme, avec une très forte désorganisation territoriale. À l'inverse de



Jean-Guy Bernard et Hervé Juvin : il n'y a pas d'intelligence économique et stratégique digne de ce nom sans combat pour la liberté de penser, sans prise en compte de l'intérêt des collectivités humaines ancrées dans leur territoire.

l'assertion de Thomas Friedman selon lequel notre monde serait plat [ndlr: *La Terre est plate- Une brève histoire du XXIe siècle*, Saint Simon, 2006], notre monde ne l'est nullement. Il est même étonnamment divers. Il n'est plat que pour ceux qui vont d'hôtel

international en aéroport international. Hors de ces petites taches sur la carte, le reste du territoire devient de plus en plus complexe. On observe donc tout à la fois une décomposition et une réorganisation territoriale.

Et c'est là que l'intelligence économique peut nous être d'un grand secours dans les temps à venir. Au moins pour deux raisons majeures. D'une part, elle rappelle la primauté des collectivités humaines et donc du politique. Observer les peuples et les ethnies, bien comprendre leur logique et leur pensée, leur mode de vie et leurs codes culturels, reste une exigence de premier plan. Cela pose la question de notre capacité à bien appréhender la nature des relations effectives entre les êtres humains. Les appartenances communautaires et les croyances déterminent en grande partie la manière dont les hommes vivent dans le monde. L'ignorer, par aveuglement ou paresse, c'est se condamner à l'échec.

Ensuite, l'intelligence économique doit nous permettre de connaître la vérité sur les intérêts des organisations, et même sur leur être-propre. Deux entreprises qui exercent sur le même secteur n'ont pas la même identité. Et chaque pays a son identité nationale. En nous aidant à reprendre pied dans le réel, et donc dans les territoires, l'intelligence économique va nous permettre de revenir sur vingt années de naïveté, de bêtise ou de manipulation. Du moins souhaitons-le.

Abstract

Preserve the multiplicity of human groups through territorial anchorage

French essayist and economist, Hervé Juvin just published *La grande séparation – Pour une écologie des civilisations (The Great Separation – For an ecology of Civilizations, Le Débat/Gallimard, 2013)*. In his perspective, globalization is not so positive because it has evolved toward a system that is wrecking civilizations. Yet, preserving human diversity, the richness of cultures and lifestyles, implies a willingness to regain a foothold in the regions. In a changing world, it has never been so crucial for peoples to have clear landmarks.

Interviewed by Jean-Guy Bernard, CEO of EM Normandie, Hervé Juvin deems that, thanks to competitive and strategic intelligence, we can avoid the permanent denial of reality and rather face it and act with great insight. Then, people will be able to preserve their identity, their lifestyles and their social organization while living in an interconnected and globalized world.

Notre vision de l'Intelligence Économique et Territoriale



Comment rétablir dans nos économies le sens du stratégique, réhabiliter le long terme, se protéger tout en se montrant innovant? En conciliant veille et action, vision et pragmatisme, l'Intelligence Économique & Territoriale (IE&T) s'impose comme un levier de compétitivité. Ensemble cohérent de pratiques et de connaissances, l'IE&T aide les entreprises à se positionner, se défendre mais aussi anticiper et se développer. Agir avec succès exige d'éclairer l'action par une compréhension fine des marchés et des environnements. À cet égard, l'IE&T est l'affaire de tous. Car le sens des responsabilités de chacun décide du succès commun.

De fait, l'IE&T s'impose à la fois comme un mode d'action et un regard multidimensionnel, cherchant à comprendre la complexité du monde pour mieux la maîtriser. L'IE&T nous invite ainsi à redéfinir nos cultures d'entreprise, à revoir nos organisations et nos méthodes. Rien ne se fera sans convergence entre acteurs publics et privés, sans l'adhésion de tous à un projet commun, enraciné dans un territoire. Face aux nouveaux défis, mêlant harmonieusement action et réflexion, l'IE&T constitue le socle des succès à venir.